



L'EXPRESS

Droits et Démocratie à Toronto: trois jours pour décrypter l'Asie

International

Par Yann Buxeda



Le président de Droits et Démocratie, Jean-Louis Roy (à droite).

Renforcer la démocratie en Asie. L'idée n'est pas neuve, et reste l'un des chevaux de bataille majeur des organisations internationales. Droits et Démocratie, fondé par le parlement canadien en 1988, organisait sa conférence annuelle sur ce thème. Un rassemblement qui se tenait, pour cette édition 2006, dans les locaux de l'hôtel torontois Le Radisson Admiral Harbourfront.

L'explosion du bloc communiste de l'est à la fin des années 1980 a ouvert bon nombre de perspectives pour permettre à la démocratie de s'infiltrer dans des territoires où elle n'avait pas droit de parole. Une petite vingtaine d'années après ce chamboulement géopolitique majeur, force est de constater que si la majorité des pays d'Europe orientale ont adopté un modèle similaire à celui de l'Occident, une grande partie de l'Asie n'a pas suivi le même chemin.

Et au delà du simple concept de démocratie - qui n'est qu'un modèle d'organisation sociale parmi tant d'autres - les droits de l'Homme sont régulièrement laissés sur la touche, au mépris parfois des accords internationaux.

C'est dans l'optique d'établir un constat général de la situation de la démocratie et des valeurs qui s'y rapportent que plus d'une trentaine de panélistes se sont succédés, dans le cadre de la conférence annuelle de Droits et Démocratie du 13 au 15 juin dernier. Une problématique majeure, selon Jean-Louis Roy, actuel président de Droits et Démocratie: «En Asie, à part quelques exceptions, la poussée démocratique mondiale n'a pas eu la même pénétration. De nombreux États comme la Corée du Nord et la Birmanie ont conservé des modèles très autoritaires. Des systèmes qui s'accommodent de pratiques peu légitimes comme la torture ou le trafic de femmes ou d'enfants.»

Et c'est dans l'optique de remédier à ces problèmes qu'a été créée Droits et Démocratie en 1988. Une organisation née du fruit de la réflexion du parlement canadien et de ses collaborateurs internationaux, et destinée à promouvoir les valeurs de la démocratie sur le plan international. Un processus de longue haleine, qui s'opère en établissant non seulement des contacts avec les gouvernements locaux, mais aussi des partenariats avec les sociétés civiles et les associations de réfugiés politiques.

Mais selon Jean-Louis Roy, toute la problématique tourne autour de deux axiomes fondamentaux: «Outre notre priorité définie par la loi, qui convient de mettre des moyens en oeuvre pour démocratiser les modèles institutionnels des pays en voie de développement, nous avons un autre thème majeur de notre travail en Asie. Il s'agit du droit des femmes, qui est une composante inhérente à l'établissement ou au rétablissement des droits de l'Homme. Le droit humain repose sur l'égalité et c'est un combat essentiel sur tout le globe. De la Chine à l'Afghanistan en passant par le Canada, le concept de parité est encore un mythe.»

Un sujet qui a évidemment été évoqué au cours la conférence internationale, qui se tenait pour la première fois sur trois jours, et qui débutait par un forum étudiant. Une initiative qui s'inscrit dans la continuité de la démarche d'intégration de l'organisation au sein de la population universitaire, puisque depuis quelques années, Droits et Démocratie s'est implantée dans tous les établissements canadiens du supérieur.

C'est, selon le président de l'organisation, l'une des clés de la réussite des projets en cours: «Cette expérience de forum étudiant sera reconduite l'année prochaine. Les nouvelles générations du monde entier, grâce au système de jumelage international, nous ont ouvert la voie, et ont apporté un regard neuf sur la situation. C'est non seulement très enrichissant mais surtout encourageant pour l'avenir de l'organisation.» Un avenir dont les grandes lignes sont déjà tracées, mais qui s'affine au cours des conférences et des actions entreprises.